

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

MISSION DE SOUTIEN A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'URGENCE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE RECONSTRUCTION (P113134 - Crédit IDA 4537-MAG)

du 22 janvier au 16 février 2011

AIDE-MEMOIRE

1. Introduction et Remerciements

1. Une mission de la Banque mondiale a visité Madagascar entre le 22 janvier et le 16 février 2011 pour appuyer la mise en œuvre du Projet d'Urgence de Sécurité Alimentaire et de Reconstruction (*Emergency Food Security and Reconstruction Project*, ou EFSRP) par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) tout en proposant des mesures supplémentaires afin de réduire les risques fiduciaires, environnementaux et de capture des sous-projets générés par les circonstances exceptionnelles que traversent Madagascar à la veille d'un cycle électoral.

2. Le EFSRP a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 16 décembre 2008 et a été mis en vigueur le 9 mars 2009. Le 17 mars 2009, la Banque mondiale a été tenue d'opérer dans le contexte défini par ses procédures 7.30 – *Dealings with De Facto Governments*--, et a suspendu le décaissement de ses projets. Les décaissements de la composante 1 (Sécurité alimentaire) et d'une partie de la composante 4 (Gestion du Projet) ont été autorisés en début novembre 2009. Les décaissements de la composante 2 (Infrastructures communautaires) et de la composante 3 (Réhabilitation post cyclonique) ont été autorisés le 6 mai 2010. Toutes les composantes du Projet ont pu donc décaisser depuis cette date.

3. La mission était conduite par M. Philippe Auffret (Chargé de Projet), et composée de M. Sylvain Rambelison (Spécialiste Sr. en Passation de Marchés, AFTPC), M. Joseph Byamugisha (Spécialiste Sr. en Gestion Financière, AFTFM), Mme Ellena Rabeson (Chargée des Opérations, AFTMG), M. Patrice Rakotoniaina (Ingénieur municipal, AFTUW). La mission a aussi bénéficié de l'appui de M. Adolfo Brizzi, Country Manager du bureau de la Banque à Madagascar.

4. La mission a travaillé avec la Direction Générale et les 6 directions inter-régionales du FID venues à Antananarivo. La mission a rencontré M. Hajo Andrianainarivelo, Président du Conseil d'Administration du FID. La mission a aussi rencontré M. Nicolas Babu, Chef de l'Unité Programme du PAM à Madagascar, Mme Adria Rakotoarivony, Programme Officer du PAM et M. Louis Muhigirwa du FAO dans le but d'améliorer la mise en œuvre de la composante Argent-Contre-Travail et la coordination des actions entre bailleurs. La mission a aussi travaillé à la préparation du rapport « Assessment of Social Protection and Operational Challenges » à Madagascar. A cette fin, la mission a rencontré Mme Dorothee Klaus, Chef de Politique Sociale de l'UNICEF ; Mme Olga Ramaromanana, Spécialiste en Politique Sociale de l'UNICEF ;

Mme Miary Zo Andrianoelina (GIZ), Mme Rachel Ravelosoa (Consultante en Protection Sociale), Mme Brigitte Randrianasolo (ancienne Directrice Générale du Ministère de la Population) pour discuter et organiser la préparation du rapport. La mission a aussi rencontré Mme Charlotte Adriaen, Chef de Section des Secteurs Sociaux à la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar ainsi que Mme Joelle Rajaonarison, Chargée de Programmes et M. Pablo Isla Villar, Chargé d'aide et de coopération internationales. La Mission a aussi participé à une première restitution de l'Enquête auprès des Ménages (EPM 2010) faite par l'INSTAT et a aussi rencontré M. Paul Gérard Ravelomanantsoa, Directeur Général de l'INSTAT, ainsi que M. Tiaray Razafimanantena, Directeur des Statistiques des Ménages et Messieurs Jimmy Rajaobelina, Tahiana Randrianatoandro et Niaina Randrianjanaka de l'INSTAT. La mission remercie vivement toutes les personnes rencontrées et plus particulièrement M. Rasendra Ratsima (Directeur Général du FID), les membres de la Direction Générale du FID et des Directions Inter-Régionales et tout particulièrement la Direction Inter-Régionale de Majunga.

5. Cet aide-mémoire résume les principales conclusions de la mission. Il a été discuté avec la Direction Générale du FID lors d'une réunion de restitution le 4 février 2011. Cette réunion était dirigée par Monsieur le Directeur Général du FID. La Mission a élaboré un Plan d'Actions qui résume les actions à entreprendre durant les prochains mois.

2. Résumé

6. La mise en oeuvre du Projet par le FID reste extrêmement satisfaisante. Grâce à ce Projet, le FID s'est progressivement transformé en une agence de protection sociale dont les actions (Argent-Contre-Travail et réhabilitation post catastrophe) ont été cruciales dans la conjoncture actuelle que traverse Madagascar.

7. Le FID a aussi établi un réseau de partenariat avec des institutions nationales (BIANCO sur la lutte anti-corruption, CPGU sur les normes paracycloniques, BNGRC sur l'identification des zones affectées par des catastrophes, INSTAT pour les statistiques nationales et le SAP dans le Sud) et d'autres partenaires de développement, y compris PAM/FAO, UNICEF et la Coopération allemande (GIZ).

3. Contexte

8. **Objectifs de Développement du Projet** : Les Objectifs de Développement du Projet sont : (i) d'augmenter l'accès à un emploi temporaire dans des zones identifiées d'insécurité alimentaire, et (ii) de restaurer l'accès aux services sociaux et économiques dans des communautés affectées par des désastres naturels.

9. **Composantes du Projet** : Le Projet a quatre composantes :

- **Composante 1 : Sécurité Alimentaire (Programme Argent-Contre-Travail)** : Cette composante fait partie du Programme de Réponse à la Crise Alimentaire (*Global Food*

Crisis Response Program) géré par la Banque Mondiale. Son objectif est de répondre à la crise alimentaire qui affecte particulièrement le sud du pays qui souffre de disette. L'autorisation de financement de cette composante (i.e. une exception sous OP/BP 7.30) a été obtenue en novembre 2009.

- **Composante 2 : Infrastructures Communautaires de Base.** Cette composante consiste à construire des infrastructures de base (points d'eau, piste, etc.) au niveau communautaire. L'autorisation de financement de cette composante a été obtenue le 6 mai 2010.
- **Composante 3 : Réhabilitation et Reconstruction après Cyclones.** Cette composante vise à répondre aux dégâts créés par les cyclones. L'autorisation de financement de cette composante a aussi été obtenue le 6 mai 2010.
- **Composante 4 : Gestion du Projet, Suivi et Evaluation et Audit.** Les activités de cette composante relatives à la mise en œuvre de la composante 1 ont eu l'autorisation de décaisser en début novembre 2009. L'autorisation de financement de l'ensemble des activités de cette composante a été obtenue le 6 mai 2010.

4. Mise en Œuvre des Composantes du Projet : Réalisations, Difficultés et Recommandations

4.1 Indicateurs

10. Au 31 décembre 2010, la situation des indicateurs est la suivante :
 - i. 222,995 personnes ont bénéficié du Programme Argent-Contre-Travail (ACT) sur des micro projets à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO). Cet indicateur est supérieur à l'objectif de fin de Projet (160,000 personnes) car le FID a initialement autorisé des rotations de travailleurs sur les micro projets. Ces rotations ont pris fin suite aux recommandations de la mission de supervision de juin 2010.
 - ii. Le FID a initié la reconstruction et réhabilitation de 100 infrastructures qui avaient été endommagées par des catastrophes (ces travaux ne sont pas achevés).
11. L'annexe 2 donne la situation des indicateurs de Projet et des indicateurs intermédiaires au 31 décembre 2010.

4.2 Protection Sociale (Argent-Contre-Travail) (Composante 1)

12. Le Projet est en bonne voie d'atteindre ses objectifs :
 - ✓ création de 4,1 millions de personnes-jours de travail;
 - ✓ réalisation de 871 micro projets Argent-Contre-Travail;
 - ✓ réhabilitation de plus de 3.000 km de pistes rurales
 - ✓ 59% des bénéficiaires sont des femmes.
13. La difficulté majeure dans la mise en œuvre de cette composante reste le ciblage des zones d'intervention. Le document de Projet (PAD) proposait un ciblage à trois niveaux:

(i) sélection des zones en insécurité alimentaire par le BNGRC, (ii) dans ces zones, identification des communautés bénéficiaires par les autorités locales, et (iii) dans ces communautés, identification des ménages bénéficiaires par des représentants de la communauté (PAD, p. 20). Ainsi que l'avait déjà noté la mission de juin 2010, la difficulté vient du fait que (i) le BNGRC notamment au niveau de ses démembrements n'est pas fonctionnel dû à un manque de ressources dans le contexte économique actuel, et que (ii) il n'existe de mécanisme systématique d'identification des zones d'insécurité alimentaire que pour les zones du Grand Sud. Le manque d'information concernant les zones en insécurité alimentaire au niveau national reste un problème majeur pour le ciblage des activités ACT.

14. Etant donné l'insuffisance d'un mécanisme d'identification des zones d'insécurité alimentaire (sauf dans la zone du Grand Sud) et afin de réduire les risques de capture politique du Projet à un moment de cycle électoral, la mission propose le mécanisme de ciblage suivant :

- (i) allocation d'un pourcentage allant jusqu'à la moitié des fonds ACT à la DIR Tuléar pour la zone du Grand Sud,
- (ii) allocation des fonds ACT restant par Province proportionnellement à la population de la Province,
- (iii) dans chaque Province, allocation des micro projets ACT aux communes rurales et zones périurbaines identifiées comme étant en état d'insécurité alimentaire, après validation par le Cluster Sécurité Alimentaire,
- (iv) dans ces communes, identification et validation des communautés (Fokontany) dont le niveau d'insécurité alimentaire est le plus élevé par un mécanisme de concertation avec le Conseil Communal et des acteurs locaux y compris ONGs, et
- (v) dans chacune de ces communautés, un Comité de Ciblage est créé pour identifier et valider les ménages dont le niveau d'insécurité alimentaire est le plus élevé. Un individu par ménage peut alors travailler sur le micro projet ACT.

15. Le PAM/FAO conduit en ce moment une importante étude « Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire, Nutrition et Vulnérabilité » (CFSNVA) qui, pour la première fois à Madagascar, donnera des indicateurs de vulnérabilité alimentaire au niveau des districts. Cette étude qui devrait être finalisée avant juin 2011 sera alors utilisée pour le ciblage des ressources disponibles sous la composante ACT.

16. En concertation avec le PAM/FAO, la mission a aussi fait les recommandations suivantes :

- (i) augmentation du salaire journalier d'un travailleur de Ar 2.000 à Ar 2.500 afin d'augmenter le transfert net aux travailleurs (cette augmentation ne compromet pas les objectifs de résultats du Projet),
- (ii) considérer la possibilité de couvrir toutes les communautés des communes en difficulté alimentaire (en fonction des besoins particulièrement dans le Sud),¹
- (iii) considérer la possibilité de faire plusieurs ACT dans une même communauté simultanément ou en séquence (en fonction des besoins),

¹ Jusqu'à alors le FID limitait à deux le nombre de communautés bénéficiaires par commune.

- (iv) ne plus prendre en compte la présence d'un marché proche comme critère de sélection des communautés,
- (v) améliorer le calendrier de mise en œuvre des micro projets ACT avec le calendrier de production agricole.

17. La mission a aussi recommandé l'intégration progressive de formation en (i) environnement, (ii) planning familial/HIV/Aids, et (iii) dimension genre durant la mise en œuvre des micro projets ACT.

4.3 Infrastructures Communautaires de Base (Composante 2)

18. Le Projet est en bonne voie d'atteindre ses objectifs :
✓ 51 micro projets communautaires ont été initiés (à comparer à un objectif de fin de projet de 152).

19. La dernière mission de supervision du 23 juin au 2 juillet 2010 avait revu le mécanisme de ciblage de cette composante. Cette mission a encore revu ce mécanisme de ciblage qui reste approprié. La mission recommande donc de continuer la mise en œuvre de ce mécanisme de ciblage.

4.4 Réhabilitation et Reconstruction après Catastrophes (Composante 3)

20. Le Projet est en bonne voie d'atteindre ses objectifs :
✓ 100 micro projets de réhabilitation ou de reconstruction post catastrophe ont été initiés (à comparer à un objectif de fin de projet de 210).

21. La mission note avec satisfaction que la Cellule de Prévention et de Gestion des Urgences (CPGU) qui est sous tutelle de la Primature, a choisi le FID comme partenaire privilégié pour diffuser les normes paracycloniques adoptées par décret gouvernemental du 23 avril 2010.

22. La dernière mission de supervision avait revu le mécanisme de ciblage de cette composante. Cette mission a encore revu ce mécanisme de ciblage et recommande de continuer sa mise en œuvre.

5. Gestion du Projet, Suivi et Evaluation et Audit (Composante 4)

5.1. Gestion du Projet

23. **Audit institutionnel et grille salariale.** Un audit institutionnel du FID a été conduit en septembre 2009. Cet audit avait fait des recommandations visant à accroître l'efficacité du FID. Ainsi que l'a noté la dernière mission, les recommandations de cet audit ont été rigoureusement mises en œuvre au cours du premier semestre 2010.

24. Le consultant est revenu durant le dernier trimestre 2010 pour élaborer une grille salariale pour le FID basée sur des comparateurs. Le consultant a remis son rapport fin janvier 2011.

Ce rapport sera étudié durant le premier semestre 2011. L'objectif est de le mettre en œuvre à partir du 1^{er} juillet 2011.

25. **Conseil d'Administration du FID:** Le dernier Conseil d'Administration (CA) du FID s'est réuni le 15 octobre 2010. Le FID a envoyé à l'IDA les convocations et les PV de cette session du CA.

26. **Plan de Formation du Personnel.** Le FID a établi un Plan de Formation du Personnel qui est vigoureusement mis en œuvre.

5.2. Plan de Travail, Budget et Plan de Passation des Marchés (PPM)

27. Le Plan de Travail semestriel relatif aux activités financées par le Crédit IDA 4537 et couvrant la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011 et le PPM associé ont été soumis à l'IDA pour Non Objection (NO). Le Budget associé a aussi été soumis à l'IDA qui a donné une non objection.

5.3. Suivi et Evaluation

28. **Rapport de Suivi des Activités (RSA).** Le RSA et Rapport de Suivi Financier (RSF) du 3^{ème} trimestre 2010 ont été soumis à l'IDA et au Gouvernement en octobre 2010.²

29. **Evaluation du Projet.** Le FID a finalisé une étude économique de la rentabilité des micro projets types de développement communautaire (composante 2). Le FID a aussi finalisé une étude de ciblage des trois composantes du Projet. Finalement, le FID a initié avec INSTAT la seconde partie d'une évaluation d'impact initiée sous le projet précédent et qui n'avait pas pu être finalisée à cause de la crise politique. La mission note aussi que le FID a initié une évaluation d'impact de la composante ACT y compris l'impact des revenus sur les ménages et l'efficacité du ciblage.

30. L'annexe 1 comprend la liste des documents préparés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Communautaire et qui pourraient être utiles pour évaluer le Projet d'Urgence de Réponse aux Crises ainsi que la liste des documents préparés dans le cadre de la mise en œuvre de ce Projet et qui pourraient être utiles pour l'évaluation du Projet.

6. Clôture/Décaissements

31. **Clôture du Projet.** A cause de la situation politique, le Projet n'a pas pu être mis en œuvre comme prévu initialement. Les premiers décaissements (qui devaient avoir lieu en décembre 2008) n'ont eu lieu qu'un an plus tard en décembre 2009 (pour la composante 1) et 18 mois plus tard en juillet 2010 (pour les composantes 2 et 3). Dans ce contexte, il est envisagé de proroger la date de clôture du Projet au 30 juin 2013 (les activités devraient donc être

² Ces documents doivent être produits sous les 45 jours après la fin du trimestre.

engagées avant le 31 décembre 2012). La demande de prorogation se fera vers le mois de septembre 2011.

32. **Décaissement.** Le montant cumulé des décaissements réalisés au 31 décembre 2010 s'élève à US\$24,607 million (au niveau de la Banque i.e. au niveau de « Client Connection »), ce qui représente un taux de décaissement de 59% (voir Annexe 2). Cependant, il faut noter que US\$14,157 million (de ces US\$24,607 million) sont disponibles au niveau du Compte Désigné.

7. Gestion Financière

33. La mission estime que les arrangements de la gestion financière en place permettent d'assurer une gestion acceptable des risques. Le risque financier est estimé modéré et la gestion financière jugée satisfaisante. Le projet a satisfait aux obligations de *reporting* financier et d'audit. Les comptabilités sont d'une manière générale à jour, les rapports financiers intérimaires pour tous les trimestres en 2010 ont tous été transmis dans les délais et jugés acceptables à l'IDA.

8. Passation des Marchés

34. **Dispositions institutionnelles.** La mission a pu constater que le FID continue d'avoir la qualification nécessaire pour la mise en œuvre de la passation de marché. La mission réitère l'implication du responsable central en Passation de Marché dans le suivi régulier des activités de passation de marchés au niveau régional.

35. **Revue à posteriori de la passation de marchés.** La mission a effectué une revue a posteriori de la passation de marchés pour la période janvier 2010 à Décembre 2010. La revue a concerné 10 contrats d'un montant d'US \$131,845 sur 38 contrats pour les composantes 2 et 3. En ce qui concerne la composante, la mission a pu effectuer les visites de terrain à Majunga et à Antananarivo. Ces visites ont permis de vérifier sur terrain les réalisations. Cependant, compte tenu des procédures de mise en œuvre de cette composante, une analyse en terme de passation de marchés ne s'avère pas nécessaire. La revue a permis de relever (i) le manque d'information au niveau de la RPM central et notamment sur les paiements et la production des rapports, (ii) les DAO type pour les travaux comporte des indications inconsistantes sur les documents à fournir par les soumissionnaires, (iii) les rapports d'évaluation doivent reprendre les informations importantes demandées par le DAO, (iv) les Bureaux d'Études en charge de conseiller le FID pour les informations à fournir par les soumissionnaires doivent mettre beaucoup de soin dans l'élaboration du DAO, en effet une entreprise a été éliminée pour ne pas avoir proposé une visseuse dans sa liste de matériel alors que le DAO ne mentionne aucune qualification pour le personnel, et (v) le manque de rigueur dans l'établissement d'avenant pour les contrats de consultant.

36. En conséquence la mission recommande que (i) la RPM élabore une fiche de suivi de chaque activité de passation de marchés et permettant d'avoir les informations sur les paiements et l'avancement des travaux ou la production des rapports, (ii) les rapports d'évaluation devront mettre en évidence les informations lues à haute voix durant les séances d'ouverture des plis, (iii) les informations demandées dans les DAO devront permettre au FID d'apprécier la qualification du soumissionnaire à bien terminer les ouvrages qui lui seront confiés, et (iv) le personnel du FID devra assister à une clinique sur la passation de marchés et le cas de l'établissement d'avenant

sera à l'ordre du jour. Une séance de restitution a été organisée pour discuter avec le FID le rapport de la revue à posteriori de la Passation de marchés.

9. Mesures de Sauvegarde

37. L'aspect de sauvegarde environnementale et sociale du Projet reste satisfaisant.

10. Plan d'Actions

	Description de l'Action	Echéance	Composante	Responsable
1	Mise à jour des Manuels de Procédures et soumission à IDA pour NO	28 février 2011	C4 : Gestion du Projet	FID
2	Mise en Œuvre d'une grille salariale	1er juillet 2011	C4 : Gestion du Projet	FID
3	Evaluation d'Impact (Seconde partie)	30 juin 2011	C4 : Gestion du Projet	FID/INSTAT
4	Evaluation d'impact des micro projets ACT et du mécanisme de ciblage	30 juin 2011	C4 : Gestion du Projet	FID/INSTAT
5	Prorogation de la date de clôture	30 sept. 2011	Toutes les composantes	GdM/IDA
6	Audit technique des micro projets (composantes 1, 2 et 3)	31 mars 2012	C4 : Gestion du Projet	FID

11. Accès à l'Information

38. Durant la réunion de restitution avec Monsieur le Directeur Général du FID, la mission a évoqué le niveau de diffusion de l'Aide Mémoire conformément à la nouvelle Politique d'Accès à l'Information introduite par la Banque mondiale à partir du 1er juillet 2010. Afin de répondre à la volonté de transparence du FID, il a été convenu de rendre public l'Aide Mémoire.

12. Evaluation du Projet

	Sept 09 (ISR 2)	Apr 09 (ISR 3)	Oct 10 (ISR 4)	Cette Mission (ISR 5)
Atteinte des Objectifs de Développement	S	S	S	S
Progrès de Mise en Œuvre du Projet	S	S	S	S
Gestion Financière	S	S	S	S
Gestion du Projet	MS	S	S	S
Passation des Marchés	S	S	S	S
Suivi et Evaluation	S	S	S	S
Respect des clauses de sauvegarde	S	S	S	S
Mise en œuvre des composantes				

1. Argent-contre-Travail	S	S	S	S
2. Infrastructures Communautaires de Base	n.a.	n.a.	S	S
3. Réhab/reconst après cyclone	n.a.	n.a.	S	S
4. Gestion du Projet, S&E et audit	S	S	S	S

Note : Des activités sont notées non applicables (n.a) car les décaissements relatifs à ces composantes n'ont pas été autorisés.

HS = Hautement Satisfaisant

S = Satisfaisant

MS = Moyennement Satisfaisant

MU = Moyennement Insatisfaisant

U = Insatisfaisant

HU = Hautement Insatisfaisant

ANNEXES

Annexe 1: Liste des Documents de Projet.....	11
Annexe 2 : RESULTS MONITORING.....	13
Annexe 3: Situation Financière du Projet au 31 décembre 2010 (DTS)	15

ANNEXE 1: LISTE DES DOCUMENTS DE PROJET

Les documents suivants préparés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Communautaire pourraient être utiles pour évaluer le Projet d'Urgence de Réponse aux Crises:

1. BYNENS Eddy- Evaluation de la Composante Protection Sociale – FID IV, Décembre 2004
2. VAN IMSCHOOT Marc - Audit Technique des Projets dégâts cycloniques – Décembre 2004 (2 volumes)
3. FRUCHART Vincent – Revue à mi parcours du Projet de Développement Communautaire (PDC FID IV) – Mars 2005
4. VAN IMSCHOOT Marc Audit final de la sous-composante d'intervention sur les dégâts cycloniques et de la mise en œuvre des recommandations des différents audits techniques – Septembre 2005
5. CIARDI Paola – Evaluation Rétrospective du Projet de Développement Communautaire (FID IV) – Juillet 2007
6. CIARDI Paola – Rapport définitif de l'enquête référentielle qualitative (Étude d'impact du Projet de Développement Communautaire FID IV) - Juillet 2007
7. DUMAS Christelle (Etude d'impact du PDC – Rapport de 1ère étape pour l'étude d'impact du Projet de Développement Communautaire (FID IV – Madagascar)- Juillet 2007
8. THIRION Daniel - Audit Technique du Projet de Développement Communautaire - FID IV – Juin 2008

Les documents suivants qui ont été préparés dans le cadre de la mise en œuvre de ce Projet pourraient être utiles pour son évaluation :

1. FERLAND Marcel. Rapport de la Mission d'Audit Institutionnel et Organisationnel – Septembre 2009
2. HARIFIDY Razakatoanina , RAOELIJAONA Dieudonné et RAMASOMANANA Rindra - Note sur le mécanisme de Ciblage des bénéficiaires des Composantes du Projet EFSRP - Juin 2010
3. FERLAND Marcel. Rapport sur l'Etude Salariale – Janvier 2011
4. RALAIVELO Maminirinarivo - Analyse de la rentabilité économique de cinq types de projets communautaires de base mis en œuvre par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) – Janvier 2011.
5. ALLIVENJA Hagandraibe - Evolution des Prix de Riz et des Carburants de 2008 à 2011 selon les données ROR et OMH – Janvier 2011
6. HARIFIDY Razakatoanina , RAOELIJAONA Dieudonné et RAMASOMANANA Rindra - Principes de Mise en Œuvre des Composantes du Projet EFSRP avec Mise à Jour des Mécanismes de Ciblage – Janvier 2011

7. RAZAFINDRAINIBE Princy - Contribution à l'analyse de l'utilisation des revenus en Argent Contre Travail mis en œuvre par FID – EFSRP- (*à paraître*)
8. RAOELJAONA D. et RAJAO H. – Note sur les Fonds d'Entretien par Type d'Infrastructures Mis en Œuvre par le Projet EFSRP – (*à paraître*)
9. INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INSTAT) : Etude de l'efficacité du ciblage et de l'impact des revenus distribués dans le cadre des activités « Argent Contre Travail » du Projet EFSRP (*à paraître*)

ANNEXE 2 : RESULTS MONITORING

Project Outcome Indicators	Baseline	May 31, 10	Déc. 31, 10	End-of Project Objectives (End 2011)
1. Beneficiaries of cash-for-work program (cumulative number of individuals) ^{(a)(b)}	0	91,845	222,995	160,000
2. Percentage of initiated social and economic services restored within 6 months following a natural disaster	0	n.a.	n.a.	>75%
Intermediate Result Indicators	Baseline	March 31, 10	Déc. 31, 10	End-of Project Objectives (End 2011)
Component 1: Social safety net (cash-for-work)				
1.1 Person-days of employment created (million - cumulative)	0	1.35	4.10	7.80
1.2 Social protection sub-projects completed (cumulative number of)	0	359	871	1,600
1.3 Roads rehabilitated, rural areas (km) ^{(b) (c)}	0	818	3,074	480
1.4 Percentage of women among beneficiaries (since beginning of Project)	>50%	60%	59%	>50%
Component 2: Community-driven basic infrastructure				
Community-based sub-projects initiated (cumulative number of)			51	152
2.1 Community-based sub-projects completed (cumulative number of)	0	na	n.a.	152
2.2 Beneficiaries from sub-projects (cumulative number of)	0	na	n.a.	76,000
2.3 Irrigated land rehabilitated (hectares) ^(c)	0	na	n.a.	3,100
2.4 Roads rehabilitated, rural areas (km) ^{(b) (c)}	0	na	n.a.	250
Intermediate Result Indicators	Baseline	May 31, 10	Déc. 31, 10	End-of Project Objectives (End 2011)
Component 3: Rehabilitation and reconstruction in response to natural disasters				
Sub-projects of rehabilitation or reconstruction initiated (cumulative number of)			100	210
3.1 Sub-projects rehabilitated or reconstructed (cumulative number of)	0	na	n.a.	210
3.2 Schools reconstr/rehab (cumulative number of) ^(c)	0	na	n.a.	123
3.3 Classrooms built and/or rehabilitated (number) ^{(b) (c)}	0	na	n.a.	307
3.4 Health centers built or rehabilitated (number) ^(c)	0	na	n.a.	30

3.5 Roads rehabilitated, rural areas (km) ^(c)	0	na	n.a.	95
Component 4: Project management, monitoring and evaluation and audit				
4.1 Management costs ^(d) (percentage of disbursement) (since beginning of Project)	n.a.	26%	18%	15%
4.2 Percentage of sub-projects completed within contracted period (since beginning of Project)	na	86%	86%	75%
4.3 Unqualified financial audits	0	0	1	3
4.4 Technical audit completed	0	0	0	1
4.5 Impact evaluation completed	0	0	0	1
4.6 Assessment of cash-for-work completed	0	0	0	1
4.7 Assessment of post-cyclone reconstruction completed	0	0	0	1
4.8 Economic Evaluations of Community Based Infrastructure			1	
Notes:				
^(a) Global Food Crisis Response Program indicator, ^(b) IDA-15 indicator, ^(c) Targets regarding these results indicators would be used for monitoring purposes (but not for evaluation) as the types of sub-projects are not known a priori, but instead result from the demand of communities, ^(d) Management costs include consultant fees and allowances of FID's higher-level employees, local contractual support staff salaries and employment benefits, travel expenditures and other travel-related allowances, equipment rental and maintenance, vehicle operation, maintenance and repair, office rental and maintenance, materials and supplies, and utilities, media information campaigns and communication. Salaries or allowances of civil servants are not covered under this Project.				

ANNEXE 3: SITUATION FINANCIERE DU PROJET AU 31 DECEMBRE 2010 (DTS)

(Crédit 4537-MAG)

Catégories	No	Montants alloués (A)	Décaissements Effectifs (B)	Reste à décaisser (C) = (A) - (B)	Décaissement (%) (D) = (B)/(A)
Fournitures, Travaux, Consultants, Formation, Coûts Opérationnels et Dons	1	26.900.000	15,978,199	10,921,801	
Totaux		26.900.000	15,978,199	10,921,801	40.6%